



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

<b>OBJET</b>
<b>Nettoyage des locaux de la Chambre régionale des comptes (CRC) de La Réunion</b>

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1	OBJET.....	4
1.2	LIEU D'EXECUTION .....	4
1.3	ALLOTISSEMENT .....	4
1.4	FORME ET MONTANT .....	4
1.5	DUREE.....	4
1.6	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
<b>2</b>	<b>PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>INTERLOCUTEURS .....</b>	<b>5</b>
3.1	REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	5
3.2	REPRESENTANTS DU TITULAIRE .....	5
<b>4</b>	<b>CLAUSE SOCIALE.....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>5</b>
5.1	PRODUITS DE QUALITE ECOLOGIQUE ET ADAPTES.....	5
5.2	- MATERIELS DE QUALITE ECOLOGIQUE.....	6
5.3	- CONSOMMABLES REUTILISABLES .....	7
5.4	- GESTION DES DECHETS.....	7
<b>6</b>	<b>EGALITE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLES .....</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
7.1	CONFIDENTIALITE.....	7
7.2	OBLIGATION DE RESULTATS.....	7
7.3	REPRISE DU PERSONNEL .....	8
7.4	CONDITIONS SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE TYPE COVID.....	8
<b>8</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>9</b>	<b>RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>9</b>
9.1	FORME DES PRIX .....	9
9.2	REVISION DE PRIX.....	9
9.3	AVANCE.....	9
<b>10</b>	<b>RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
10.1	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	10
10.2	DECISION APRES VERIFICATION .....	10
<b>11</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>11</b>

11.1	ACOMPTE ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	11
11.2	PRESENTATION DES FACTURES .....	11
11.3	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT .....	11
11.4	PAIEMENT DES COTRITAITS.....	11
11.5	PAIEMENT DES SOUS-TRITAITS .....	12
<b>12</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>13</b>	<b>ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>15</b>
<b>14</b>	<b>RÉSILIATION .....</b>	<b>15</b>
<b>15</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>15</b>
<b>16</b>	<b>DÉROGACTIONS .....</b>	<b>15</b>

## **1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 OBJET**

Le marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux de la Chambre régionale des comptes (CRC) de La Réunion.

### **1.2 LIEU D'EXECUTION**

44, rue Alexis de Villeneuve - 97488 SAINT-DENIS Cedex.

### **1.3 ALLOTISSEMENT**

L'objet du marché constituant un ensemble de prestations homogènes, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **1.4 FORME ET MONTANT**

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

### **1.5 DUREE**

Le marché débute à compter du 11 décembre 2025 ou à compter de sa date de notification si elle est postérieure à cette date.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois et est reconductible 2 fois, tacitement, par période de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de 36 mois.

En cas de non reconduction, le titulaire en est informé au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

### **1.6 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 PIÈCES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe 1 : Descriptif des prestations ;
  - annexe 2 : Etat des surfaces utiles des bâtiments ;
  - annexe 3 : Liste du personnel ;
  - annexe 4 : Plans du site ;
  - annexe 5 : PV d'état de propreté des lieux initial valant fiche de contrôle ;
  - annexe 6 : Plan de prévention ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

- l'offre technique.

### 3 INTERLOCUTEURS

#### 3.1 REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

L'interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par la chambre régionale lors de la notification du marché.

Le département de la commande publique et de la politique achat de la Cour des comptes ([dcppa@ccomptes.fr](mailto:dcppa@ccomptes.fr)) est l'interlocuteur désigné pour toute information relative au suivi administratif du marché.

#### 3.2 REPRESENTANTS DU TITULAIRE

L'interlocuteur unique, responsable de la mission et chargé de la coordination des prestations est celui désigné par le titulaire au stade de son offre.

Pendant la durée d'exécution du marché, tout changement de l'équipe d'encadrement et de l'interlocuteur dédié désignés par le titulaire doit impérativement être signalé au représentant de la personne publique, en respectant un préavis de quinze (15) jours minimums.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer à la personne publique un intervenant d'un profil équivalent et prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas retardée ou compromise. La proposition de remplacement est soumise à l'approbation de la personne publique.

De même, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Ce remplacement doit intervenir dans un délai maximal de cinq (5) jours à compter de la demande de remplacement.

Le non agrément d'un intervenant du titulaire par la personne publique ne saurait exonérer le titulaire de ses obligations de résultat et du respect du calendrier des prestations. Le remplacement du personnel ne peut, en aucun cas, justifier d'une augmentation du coût des prestations.

### 4 CLAUSE SOCIALE

Il n'est pas prévu de clause sociale.

### 5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Afin de répondre aux préoccupations environnementales du pouvoir adjudicateur, certains objectifs environnementaux ont été fixés.

Au démarrage du marché et tout au long de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur vérifie que les produits utilisés par le titulaire sont conformes aux spécifications ci-après. Il est rappelé qu'avant leur première utilisation, tous les produits seront systématiquement présentés par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

#### 5.1 PRODUITS DE QUALITE ECOLOGIQUE ET ADAPTES

Le titulaire s'engage à **utiliser exclusivement des produits d'entretien nettoyants éco-labellisés** et à choisir le produit de nettoyage adapté en fonction du type de salissure à éliminer, de la nature de la surface à nettoyer, des risques auxquels il peut exposer, en raison de ses propriétés physico-chimiques et de son mode d'application. Le titulaire met en œuvre des procédés de nettoyage physiques ou chimiques classiques en sélectionnant les produits les moins dangereux et les techniques de nettoyage les moins exposantes.

En particulier, les détergents destinés au nettoyage ordinaire des surfaces fixes (telles que sols et murs) et les détergents destinés à l'enlèvement ordinaire de la saleté dans les blocs sanitaires, douches, toilettes, points cafétérias existants, bureaux, etc. doivent impérativement avoir des performances environnementales répondant aux exigences de l'écolabel européen « Nettoyants multi-usages » ou « nettoyants sanitaires » ou certification équivalente.

Pour l'entretien des locaux dont il a la charge, le titulaire limite dans la mesure du possible l'utilisation de produits d'entretien fonctionnant par pulvérisation, sprays ou aérosols. Dans l'hypothèse où le recours à ces produits est nécessaire, le prestataire fait en sorte de pulvériser le produit sur un support de nettoyage qui sera lui-même appliqué sur la surface à traiter pour réduire la dispersion au moment de l'utilisation.

La liste des produits utilisés ainsi que leur descriptif détaillé (fiche technique ou équivalent) doit pouvoir être transmis à tout moment de l'exécution du marché sur simple demande de l'acheteur.

- Produits destinés à des applications spéciales, tels que les “produits à dosage automatique”, les détartrants ou les désinfectants

Les produits destinés à des applications spéciales, tels que les « produits à dosage automatique », les détartrants ou les désinfectants ne doivent pas contenir des substances qualifiées par les phrases suivantes de risques dans leur composition commerciale :

- substances sensibilisantes : R42 (sensibilisation par inhalation) et R43 (sensibilisation cutanée.)
- substances classées CMR 1, 2 et 3 (R40- R45-R46-R49-R60-R61-R62-R63-R68)
- substances très toxiques (R39) pouvant entraîner des effets irréversibles très graves par inhalation, contact avec la peau ou ingestion.
- substance présentant des dangers pour l'environnement (R 54- R55-R56 -R57-R58-R59)

- Biodégradabilité des produits

Les produits de nettoyage doivent avoir un niveau de biodégradabilité aérobie des tensioactifs à 60 % atteint en 28 jours (Test OCDE 311, test ISO 11734 ou test ECETOC n°28) conformément au règlement européen CE 648/2004.

- Concentration des produits

Dans la mesure du possible, le titulaire du marché doit utiliser des produits concentrés afin de limiter la consommation de ressources, de diminuer les déchets d'emballages et de réduire la pollution liée aux transports.

- Emballage

Le titulaire doit favoriser les produits ayant un emballage rechargeable et réutilisable. A minima, les emballages doivent être recyclables.

Tous les contenants doivent être étiquetés. Les produits et les risques encourus doivent être clairement identifiés (codes couleur, pictogramme, etc.).

## **5.2 - MATERIELS DE QUALITE ECOLOGIQUE**

Le titulaire doit privilégier l'usage de matériels à vapeur. Les systèmes d'aspiration doivent être équipés de filtres absolus.

Le titulaire doit privilégier l'usage de matériels économes en énergie et économes en eau.

### **5.3 - CONSOMMABLES REUTILISABLES**

Le titulaire ne doit pas utiliser de lingettes jetables. Il doit privilégier l'usage de consommables réutilisables.

### **5.4 - GESTION DES DECHETS**

Le pouvoir adjudicateur attend du prestataire que la collecte des déchets se fasse dans des bacs spécifiques mis en place à cet effet, le cas échéant. Le titulaire s'assurera que ces déchets sont regroupés et évacués dans la zone de stockage dédiée.

## **6 EGALITE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLES**

Le titulaire est informé que les juridictions financières sont également engagées dans une politique qui vise à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la diversité. Détentrice du label égalité depuis 2023, les juridictions financières s'engagent ainsi dans la lutte contre toutes les formes de discriminations, en application des lois n° 2014-873 du 4 août 2014 et n° 2008-496 du 27 mai 2008.

Pour inciter le titulaire du marché à entamer ou développer une démarche similaire, ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « égalité et diversité professionnelles » joint au dossier de consultation.

Le questionnaire complété peut être transmis soit dès la remise de l'offre, soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Si le questionnaire n'a pas été transmis lors du dépôt de l'offre, la personne publique invitera l'attributaire, lors de la phase d'attribution, à lui communiquer le formulaire complété.

La référente égalité et diversité des juridictions financières pourra solliciter le titulaire en cours d'exécution du marché afin de le convier à une réunion de sensibilisation et de partage réciproque de bonnes pratiques en matière d'égalité et de diversité professionnelles.

## **7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 CONFIDENTIALITE**

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité.

### **7.2 OBLIGATION DE RESULTATS**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

Il lui appartient d'assurer, par les solutions techniques de son choix, l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté ainsi que l'obtention du niveau de qualité requis par la personne publique.

Le titulaire s'engage sur les moyens à mettre en place pour atteindre la qualité souhaitée.

Le nombre d'heures de nettoyage déclaré dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est suffisant pour atteindre le niveau de qualité des prestations souhaité par la personne publique. Ce nombre d'heures doit être mis en place tout au long de l'exécution du marché, afin d'assurer la continuité du service y compris pendant les absences prévues ou non des agents titulaires (congrés, maladie, ...).

Si la qualité attendue par la personne publique (à savoir un « bon état de propreté » tel que défini à l'article 5.4.3 du CCTP) n'est pas atteinte, le titulaire s'engage à mettre en place à ses frais les moyens supplémentaires nécessaires à l'atteinte de la qualité attendue.

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature, de la fréquentation et de la spécificité des locaux.

### **7.3 REPRISE DU PERSONNEL**

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail et de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté, le titulaire est soumis à une obligation de reprise du personnel affecté à la réalisation des prestations.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation sans indemnité, conformément à l'article 32.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Le délai de reprise du personnel ne peut en aucun cas dépasser un (1) mois à compter de la date de notification du marché. Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour que les prestations de nettoyage et d'entretien se poursuivent sans interruption durant ce délai de reprise.

Six (6) mois avant le terme du présent marché, le titulaire s'engage à transmettre au représentant de la personne publique, les informations nécessaires pour la reprise de personnel, à savoir :

- la masse salariale ;
- le nombre de salariés à reprendre ;
- la nature des contrats de ces salariés ;
- les qualifications, expériences, ancienneté et avantages dont disposent ces salariés.

### **7.4 CONDITIONS SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE TYPE COVID**

Le titulaire est réputé connaître parfaitement le détail des recommandations du Haut Conseil de Santé Publique en vigueur, les dispositions du Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés publié par le ministère du travail et les textes réglementaires applicables.

## **8 SOUS-TRAITANCE**

Conformément à l'article L. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) :

- précisant notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant correspondant ;
- remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire ;
- accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :
  - o formulaire DC2 joint au DCE ;
  - o attestation d'assurance civile ;
  - o extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;



- RIB.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions du marché par le sous-traitant.

## 9 RÉGIME FINANCIER

### 9.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire en référence aux prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

### 9.2 REVISION DE PRIX

Le prix du marché est ferme pour la première année d'exécution et révisable chaque année à date anniversaire sur la base de la formule suivante :

$$P = P0 [0,15 + 0,85 * BtoB- N \ll 1 \gg / BtoB- N \ll 0 \gg]$$

dans laquelle :

P = prix révisé HT

P0 = le prix initial HT (= mois zéro) du marché/de l'accord-cadre

BtoB- N « 0 » = index en vigueur au mois de remise de l'offre finale (M0) ;

BtoB- N « 1 » = index en vigueur à la date de révision des prix.

L'index de référence publié par l'INSEE est : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public - Prix de marché - Base 100 en 2021 (identifiant 010766785).

Pour que la révision soit effectuée, le titulaire est tenu de transmettre, par lettre recommandée avec avis de réception, les éléments d'information relatifs à la révision des prix (extraits des revues ou journaux concernés, indices utilisés...), au plus tard trente (30) jours avant leur date d'application à l'adresse : **Chambre régionale des comptes de La Réunion** – 44, rue Alexis de Villeneuve - 97488 SAINT-DENIS Cedex.

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché si la variation de prix obtenue en application de la formule de révision excède une hausse de prix de 3 %.

### 9.3 AVANCE

Le versement de l'avance est soumis à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Une avance est versée au titulaire et à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le taux de l'avance est fixé à :

PME au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique)	Autres entreprises	
	durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois	durée d'exécution supérieure à douze (12) mois
30%	20%	

	Base : montant initial TTC	Base : somme égale à 12 fois le montant du marché initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois
--	----------------------------	--

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

## 10 RÉCEPTION DES PRESTATIONS

### 10.1 VERIFICATION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 27.1 du CCAG, les opérations de vérification s'effectuent selon les modalités de contrôle définies dans le CCTP, tandis qu'en dehors de ce cadre, les vérifications qualitatives simples peuvent s'effectuer au moment même de l'exécution de service via un examen sommaire, conformément à l'article 28.1 du CCAG (dans le cadre d'un contrôle inopiné par exemple).

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG, le titulaire n'a pas à aviser l'acheteur de la date à partir de laquelle ce dernier pourra effectuer la vérification ; par dérogation à l'article 27.3 l'acheteur n'avise pas systématiquement des jours et heures pour mener les vérifications.

### 10.2 DECISION APRES VERIFICATION

Selon les constatations de l'examen et les appréciations portées par la fiche de contrôle, les décisions de l'acheteur sont les suivantes :

- **Admission :**

Dans le cadre d'une vérification qualitative simple (cf. article 28.1 du CCAG) et en l'absence de notification de réserves faites le jour même, ces prestations ne nécessitant qu'un examen sommaire pour vérification sont réputées admises le jour de leur réalisation, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG.

Dans le cadre d'un contrôle formalisé, conformément à l'article 28.2 du CCAG et 5.4 du CCTP : en l'absence de notification de réserves sur l'exécution des prestations dans un délai de quinze jours à compter de la date du contrôle, la décision d'admission des prestations est réputée acquise rétroactivement au jour de leur exécution.

- **Réfaction :** En cas de réserves sur l'exécution des prestations dûment notifiées, et motivées par le constat de l'acheteur de 4 à 5 manquements, les prestations contrôlées pourront être admises avec refaction, selon l'appréciation de l'acheteur. Conformément à l'article 30.3, la refaction de prix est proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et sera expressément motivée.

- **Rejet :** les prestations contrôlées seront systématiquement rejetées au-delà de 5 manquements constatés, et le titulaire en sera notifié sous 48 heures.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG : les prestations rejetées devront être effectuées ou reprises par le titulaire dans le délai imparti par l'acheteur dans sa décision de rejet, jusqu'à obtention d'un niveau de qualité au moins « correct ».

En l'absence d'actions correctives effectuées dans le délai fixé, ou en l'absence d'atteinte du niveau de qualité souhaité, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

## **11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **11.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS**

Les demandes de paiement seront présentées mensuellement à hauteur de 1/12<sup>e</sup> du montant annuel global et forfaitaire du marché.

### **11.2 PRESENTATION DES FACTURES**

Les factures sont **obligatoirement transmises de manière électronique via le portail** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute réception d'une facture par un autre canal de transmission sera rejetée.

Les factures électroniques transmises par le titulaire et, le cas échéant, le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, doivent comporter les mentions suivantes :

- leur date d'émission ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire (SIRET) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le code d'identification du service en charge du paiement : PRFPLTF974
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxe des prestations réalisées ;
- le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le prix forfaitaire toutes taxes comprise des prestations réalisées ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### **11.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

### **11.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément aux articles 3.5 et 12 du CCAG-FCS.

## 11.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations. Les prestations sous traitées doivent être clairement et précisément identifiées et énoncées préalablement à toute intervention.

Tous ces éléments sont soumis à l'appréciation de la personne publique qui se réserve le droit de récuser toute personne dont la participation lui paraîtrait inopportune.

Le règlement des sous-traitant s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

## 12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable (sauf cas expressément mentionnés), dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de pénalité, tandis que par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut atteindre 20% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

PÉNALITÉS	MONTANT (TVA non applicable)
En cas d'inexécution d'une prestation	En cas d'inexécution pure et simple d'une prestation conduisant à un niveau de propreté inacceptable, le titulaire se verra appliquer jusqu'au jour de l'exécution de la prestation une pénalité de <b>200 €</b> par jour calendaire de retard constaté.
Défaut de qualité des prestations :	En cas de défaut de qualité constatée au titre de l'exécution d'une prestation, et après qu'un signalement ou une décision de rejet aura été notifié au titulaire afin qu'il se conforme aux attendus :  ➤ Pour un constat de qualité de propreté <u>insuffisante</u> ou <u>inacceptable</u> , le titulaire dispose

	<p>d'un délai de 5 jours ouvrés pour rétablir une prestation de niveau correct (à défaut d'un autre délai prescrit lors du signalement). A échéance de ce délai, le titulaire se verra appliquer jusqu'au jour de l'exécution satisfaisante de la prestation une pénalité de <b>100 €</b> par jour calendaire de défaut constaté.</p>
<p><b>En cas d'absence non justifiée à une réunion planifiée ou à un contrôle contradictoire de la qualité</b></p>	<p>En cas d'absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou convoquée à la demande du pouvoir adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de <b>200 €</b> pour chaque absence non justifiée.</p>
<p><b>Non-remplacement d'un agent absent</b></p>	<p>En cas de non-emplacement d'un agent, une pénalité de <b>200 €</b> est appliquée à compter du deuxième jour de l'absence constatée de remplacement. Cette pénalité est ensuite majorée de <b>50 €</b> cumulable pour chaque nouveau jour consécutif où l'agent n'est pas remplacé.</p> <p><i>Non remplacement au 2<sup>ème</sup> jour : 200€</i>  <i>Non remplacement au 3<sup>ème</sup> jour : 200€ + 50€</i>  <i>Non remplacement au 4<sup>ème</sup> jour : 200€ + 100€</i></p>
<p><b>Non-remplacement d'un agent ne donnant pas satisfaction, ou d'un agent non agréé avant sa prise poste</b></p>	<p>Après mise en demeure préalable restée sans effet au titre du non-remplacement d'un agent ne donnant pas satisfaction ou non agréé avant sa prise de poste, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de <b>250 €</b> au titre de la première semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur. À compter du 8<sup>ème</sup> jour de retard, une pénalité journalière de <b>50€</b> s'applique jusqu'au jour où l'agent ne donnant pas satisfaction ou non agréé soit remplacé.</p> <p>Non remplacement à l'issue de la première semaine passée le délai imparti : <b>250€</b></p>

	Non remplacement à partir du 8ème jour : <b>50€</b> par jour supplémentaire d'absence de remplacement jusqu'au remplacement agréé par la personne publique.
<b>Rupture d'approvisionnement des consommables et des produits d'entretien</b>	En cas d'absence de réapprovisionnement des consommables, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de <b>50 €</b> par jour de retard à compter de l'expiration d'un délai de 24h laissé par le pouvoir adjudicateur au titulaire pour remédier à la rupture d'approvisionnement.
<b>Non-respect des clauses particulières du marché relatives à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique.</b>	En cas d'utilisation d'un produit non-conforme ou d'un nouveau produit non déclaré au représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire sera enjoint à cesser toute utilisation, et se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de <b>300 €</b> par infraction constatée.
<b>Retard de transmission des documents</b>	En cas de non transmission ou de non remise d'éléments demandés dans les délais impartis par l'acheteur, une pénalité d'un montant de <b>50 €</b> par jour de retard sera appliquée.
<b>Retard dans la restitution des badges d'accès et/ou des clés</b>	<b>50 €</b> par jour ouvré de retard
<b>Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé</b>	<b>10 %</b> du montant TTC du marché  Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.
<b>Non-respect de la loi Evin</b> (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	<b>100 €</b> par infraction, par personne
<b>Non-respect des conditions sanitaires en situation d'épidémie type Covid</b>	<b>200 €</b> par constat

### 13 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes.

### 14 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant initial du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique,

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le tribunal administratif de **Saint-Denis de La Réunion** est seul compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

CCAP	CCAG
10.1 Vérification des prestations	27.2.2 ; 27.3

10.2 Décision après vérification	30.1 ; 30.4.3
12 Pénalités	14